



Conseil économique et social

Distr. générale
10 juin 2013
Français
Original : anglais

Session de fond de 2013

Genève, 1-26 juillet 2013

Point 12 de l'ordre du jour provisoire*

Organisations non gouvernementales

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2013

(New York, 20-29 mai et 7 juin 2013)

Résumé

À la reprise de sa session de 2013, qu'il a tenue du 20 au 29 mai et le 7 juin 2013, le Comité chargé des organisations non gouvernementales était saisi de 426 demandes d'admission au statut consultatif, y compris celles dont il avait différé l'examen à des sessions antérieures. Sur ce nombre, le Comité a recommandé d'octroyer le statut consultatif à 161 organisations non gouvernementales, a renvoyé, pour complément d'examen, 219 demandes à sa session ordinaire de 2014, a clos l'examen de la demande de 45 organisations qui n'avaient pas répondu aux questions qui leur avaient été posées pendant deux sessions consécutives et a pris acte du retrait par une organisation de sa demande d'admission. Le Comité était par ailleurs saisi de trois demandes de reclassement : il a recommandé le reclassement d'une d'entre elles. Il a pris acte d'une demande de changement de dénomination et en a différé une autre. Il était également saisi de 135 rapports quadriennaux et a pris note de 112 d'entre eux. Le Comité a entendu les représentants de 20 des 43 organisations non gouvernementales qui assistaient à la session.

Le présent rapport contient cinq projets de décision concernant des questions sur lesquelles le Conseil économique et social est appelé à se prononcer.

Aux termes du projet de décision I, le Conseil déciderait :

a) D'accorder le statut consultatif spécial à 161 organisations non gouvernementales;

* E/2013/100.



b) De procéder au reclassement d'une organisation non gouvernementale, qui avait le statut consultatif spécial, en lui octroyant le statut consultatif général;

c) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de dénomination d'une organisation non gouvernementale;

d) De noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux de 112 organisations non gouvernementales, à savoir des rapports nouveaux et des rapports dont l'examen avait été reporté;

e) De clore, sous réserve du droit de renouveler la demande, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par 45 organisations non gouvernementales qui n'avaient pas répondu aux questions qui leur avaient été posées pendant deux sessions consécutives;

f) De prendre acte du retrait par une organisation non gouvernementale de sa demande.

Aux termes du projet de décision II, le Conseil suspendrait, pour une période d'un an, le statut consultatif de 154 organisations non gouvernementales dont les rapports quadriennaux sont en souffrance.

Aux termes du projet de décision III, le Conseil réadmettrait au statut consultatif 43 organisations qui ont présenté leurs rapports quadriennaux restés jusque-là en souffrance.

Aux termes du projet de décision IV, le Conseil retirerait leur statut consultatif à 159 organisations qui n'ont toujours pas présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance.

Aux termes du projet de décision V, le Conseil approuverait l'ordre du jour provisoire de la session de 2014 du Comité.

Aux termes du projet de décision VI, le Conseil prendrait note du présent rapport.

Table des matières

| | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention | 5 |
| Projet de décision I | |
| Demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales | 5 |
| Projet de décision II | |
| Suspension du statut consultatif des organisations non gouvernementales dont les rapports quadriennaux sont en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil | 15 |
| Projet de décision III | |
| Rétablissement du statut consultatif des organisations non gouvernementales qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil | 20 |
| Projet de décision IV | |
| Retrait du statut consultatif d'organisations non gouvernementales en application de la résolution 2008/4 du Conseil | 22 |
| Projet de décision V | |
| Calendrier et ordre du jour provisoire de la session de 2014 du Comité chargé des organisations non gouvernementales | 27 |
| Projet de décision VI | |
| Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2013 | 28 |
| II. Demandes d'admission au statut consultatif, demandes de reclassement et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales | 29 |
| A. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures | 29 |
| B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement | 37 |
| III. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social | 46 |
| A. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté | 46 |
| B. Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil | 47 |
| C. Suspension du statut consultatif d'organisations en retard d'un rapport quadriennal ou plus | 47 |
| D. Rétablissement du statut consultatif d'organisations non gouvernementales dont le statut avait été suspendu suite à la non-présentation des rapports quadriennaux | 47 |
| E. Retrait du statut consultatif des organisations non gouvernementales n'ayant toujours pas présenté leurs rapports quadriennaux | 48 |

| | | |
|-------|--|----|
| IV. | Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat | 48 |
| V. | Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil | 49 |
| VI. | Examen des rapports spéciaux et des plaintes des États Membres | 52 |
| VII. | Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2014 du Comité | 52 |
| VIII. | Organisation de la session. | 53 |
| | A. Ouverture et durée de la session | 53 |
| | B. Participation | 53 |
| | C. Ordre du jour | 53 |
| | D. Documentation | 54 |
| IX. | Adoption du rapport du Comité sur les travaux de la reprise de sa session de 2013 | 54 |

I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

1. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter les projets de décision ci-après :

Projet de décision I Demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales

Le Conseil économique et social décide :

a) D'accorder le statut consultatif spécial aux 161 organisations non gouvernementales ci-après :

Aboriginal and Torres Strait Islander Corporation Family Violence Prevention and Legal Service (Victoria)

Action for Peace through Prayer and Aid

Action Secours Ambulance

Aequalia

Africa Peace Forum

African Artists for Development

African Palliative Care Association

AIDS Vaccine Advocacy Coalition

Akademsko Drustvo za Medunarodne Odnose

Alliance œcuménique « Agir ensemble »

Almanar Voluntary Organization

Alsalam Foundation

American Diabetes Association

Arab African American Womens' Leadership Council

Asociación Gilberto

Asociación HazteOir.org

Associação Brasileira de Celulose e Papel

Association camerounaise pour la prise en charge de la personne âgée

Association for Protection of Refugee and Internally Displaced Women and Children

Association for the Integrated Development-Comilla

Association internationale des médecins pour la promotion de l'éducation et de la santé en Afrique

Association mouvement pour la défense de l'humanité et abolition de la torture
Association pour le développement des initiatives citoyennes et européennes
Association Tierra Incógnita
Association togolaise d'étude, de recherche et d'appui au développement
humain durable
Association trait d'union des jeunes burkinabé
Assyrian Universal Alliance Americas Chapter
Auspice Stella
Australian Lesbian Medical Association
Autre vie
Bangladesh Rural Advancement Committee
Centro Integrado de Estudos e Programas de Desenvolvimento Sustentável
Centro Mexicano de Derecho Ambiental
Centro Panafricano Kituo Cha Wanafrika
China Soong Ching Ling Foundation
Collectif des femmes africaines du Hainaut
Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos
Commission on Voluntary Service and Action
Community Awareness Raising and Advocacy Ventures Around Needs
Community Research and Development Centre
Competitiveness Company
Consortium Congo Development
Contact Base
Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas
Corporación Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad
Corporación Red Nacional de Mujeres Comunales, Comunitarias, Indígenas y
Campesinas de la República de Colombia
Corporativa de Fundaciones
Drug Abuse Prevention Centre
Eakok Attomanobik Unnayan Sangstha
Earthquakes and Megacities Initiative
Eastern Alliance for Safe and Sustainable Transport
Écoforum des organisations non gouvernementales d'Ouzbékistan
Educació per a l'Acció Crítica

Equal Right to Life
European Window Film Association
Family and Life
Family Educational Services Foundation
Femienza Kenya
Fondation Access Bangladesh
Fondation Barka
Fondation Conserve Africa
Fondation Heartbeat International
Fondation Nature et Vie
Fondation pour le dialogue des civilisations
Forum des jeunes et élèves (étudiants) camerounais pour la paix
Foundation for Autism Support and Training
Foundation for Responsible Media
Freann Financial Services
Friends of the Global Fund Africa
Fundación DARA Internacional
Global Campaign for Climate Action
Global Environment and Technology Foundation
Global Health and Awareness Research Foundation
Global Political Trends Center
Global Race Against Poverty and HIV/AIDS in Nigeria
Global Welfare Association
Global Wind Energy Council
Groupe d'action pour la protection et la promotion de la flore et la faune
Groupe d'économie solidaire du Québec
HEDA Resource Centre
Help A Child Africa
Homosexuelle Initiative Wien
Human Rights Network (HURINET)
Ideal World Foundation
Imam Mahdi Association of Marjaeya
Impacto
Indian Dreams Foundation

Institute for Conflict Transformation and Peacebuilding
Institute for Economic Strategies
Institute for Practical Idealism
Integrated Development Services
Inter-Faith Vision Foundation Cameroon
International Association for the Advancement of Innovative Approaches to
Global Challenges
International Association for the Advancement of Space Safety
International Federation of Hard of Hearing Young People
Islamic Foundation
Jeunes volontaires pour l'environnement
John Dau Foundation
Jordanian Women's Union
Karabakh Foundation
Lawyers for Lawyers
Leprosy Mission International
Lift Up Care Foundation
Living Bread International Church
Maasai Youth Outreach Organization
Medical Emergency Relief International
Merciful Assistance Foundation
Merry Year Foundation
Montage Initiative
Moorish Holy Temple of Science/Moorish Science Temple
Mothers Legacy Project
Network for Women's Rights in Ghana
NeuroCare Ethiopia
Observatorio Regional para la Mujer de América Latina y el Caribe
Omega Research Foundation
Organization for Gender, Civic Engagement and Youth Development
People's Development Initiatives
Per Ankh
Prevention Association of Social Harms

Rede Latino Americana de Organizações Não Governamentais de Pessoas com Deficiência e Suas Famílias
Reforestamos México
Religious of the Sacred Heart of Mary
Rescue and Hope
Rockefeller Foundation
Rosa-Luxemburg-Stiftung – Gesellschaftsanalyse und politische Bildung
Royal Academy of Science International Trust
Rural Health Care Foundation
Sadguru Sadafaldeo Vihangam Yoga Sansthan
Scholars at Risk Network
Scouts du Niger
Shikhar Chetna Sangathan
Shushilan
Society for the Policing of Cyberspace
Society of Iranian Women Advocating Sustainable Development of Environment
Somali Help-Age Association
Soroptimist International Great Britain and Ireland
South Asia Partnership Pakistan
Stichting Coalition for Work with Psychotrauma and Peace
streetfootballworld
Suomen YK-liitto Ry
Support Home of God Project
Susan G. Komen Breast Cancer Foundation
Sustainable Development Institute
Sustainable Rural Community Development Organization
Technical Centre for Fine Art and Computer Studies
Turkiye Isadamlari ve Sanayiciler Konfederasyonu
Türkiye Yesilay Cemiyeti (Green Crescent)
U.S. Azeris Network
Vance Center
Women Awareness Center Nepal
Women Empowerment Literacy and Development Organization

Women in Alternative Action
World Hepatitis Alliance
World Kabaddi Federation
World Public Forum – Dialogue of Civilizations
Worldwide Coalition for Peace
Yogaathma Foundation
Young Power in Social Action
Youngstars Foundation International
Youth Alliance for Leadership and Development in Africa
Youth Path Organisation

b) De reclasser l'organisation non gouvernementale suivante, qui avait le statut consultatif spécial, en lui octroyant le statut consultatif général :

Société mondiale pour la protection des animaux

c) De noter que le Comité a décidé de prendre note du changement de dénomination de l'organisation non gouvernementale suivante :

Comité national UNIFEM (Japon) (statut consultatif spécial, 2007) en Comité japonais pour ONU-Femmes

d) De noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux des 112 organisations non gouvernementales ci-après¹ :

Académie des sciences minières

Académie internationale des sciences de l'écologie et de la protection de la vie

Africa and Middle East Refugee Assistance (2007-2010)

Africa-America Institute (2007-2010)

African Peace Network

Akina Mama Wa Afrika (2007-2010)

Alliance mondiale pour l'allaitement maternel

American Correctional Association (2007-2010)

American Indian Law Alliance (2007-2010)

American Planning Association

American Psychological Association

Arcidonna Onlus

Asian Women in Cooperative Development Forum

Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women

¹ Sur ces 112 organisations non gouvernementales, 81 ont présenté des rapports sur la période 2008-2011 et 31 sur la période 2007-2010; cette indication figure entre parenthèses après le nom de l'organisation.

Association des volontaires pour l'assistance au développement en Guinée (2007-2010)

Association for Solidarity with Freedom-Deprived Juveniles (2007-2010)

Association genevoise pour l'alimentation infantile

Association haïtienne d'aide aux enfants nécessiteux et au relèvement des communes de l'Artibonite

Association intermodale européenne

Association internationale de droit pénal

Association internationale des affaires correctionnelles et pénitentiaires pour l'avancement des services correctionnels professionnels (2007-2010)

Association internationale des études et recherches sur l'information et la communication

Association Internationale des Soldats de la Paix (2007-2010)

Association internationale pour l'aide aux prisonniers

Association internationale pour la démocratie en Afrique

Association internationale pour la protection de la propriété intellectuelle

Association mondiale des grandes métropoles

Association mondiale des guides et des éclaireuses

Association tunisienne de la communication et des sciences spatiales

CARAM Asie Berhad

Centre Carter

Centre égyptien pour les droits des femmes (2007-2010)

Centre for Human Rights and Peace Advocacy

Centre international pour les enfants disparus et exploités

Centro de Investigación para la Acción Femenina

Cesvi Fondazione (Part II)

Child Welfare League of America

Coalition gaie et lesbienne du Québec (2007-2010)

Comité international paralympique

Comité pour les relations internationales de jeunesse

Commission arabe des droits humains

Community and Family Services International

Confédération colombienne des ONG (2007-2010)

Conseil arabe pour l'enfance et le développement (2007-2010)

Conseil international du droit de l'environnement

Conseil mondial de l'énergie
Conseil norvégien pour les réfugiés
Conseil paneuropéen de certification forestière
Development Promotion Group
Environic Foundation International
Fédération canadienne pour l'agriculture
Fédération internationale des industries consommatrices d'énergie (2007-2010)
Fédération internationale des ligues des droits de l'homme
Fédération internationale des malentendants
Fédération mondiale de psychothérapie (2007-2010)
Fondation de bienfaisance Al Zubair
Fondation Guilé (2007-2010)
Fondation Mohammed V pour la solidarité
Fondation pour l'enfant et la famille
Fondazione Giovanni e Francesca Falcone
Fonds E7 pour le développement énergétique durable
Fund for Women in Asia
Fundación Antonio Restrepo Barco
Globetree (2007-2010)
Guyana Responsible Parenthood Association
Habitat for Humanity International (2007-2010)
Human Relief Foundation (2007-2010)
Hunter College Center for Community and Urban Health
Indigenous Peoples Survival Foundation
Institut Alan Guttmacher
Institut caritatif pour la protection des victimes sociales
International Alert (2007-2010)
International Association « ZNANIE »
International Family Therapy Association (2007-2010)
International Longevity Center (2007-2010)
International School Psychology Association
IT for Change
Japan Fellowship of Reconciliation (2007-2010)

Les enfants de Frankie
Malaysian Medical Relief Society (2007-2010)
Médecins sans frontières (international)
Movimiento Cubano por la Paz y la Soberania de los Pueblos
National Bar Association (2007-2010)
National Coalition to Abolish the Death Penalty
Nigerian Army Officers' Wives Association
Organisation japonaise de coopération internationale pour la planification familiale
Organisation mondiale de la famille
Peace Parks Foundation
Press Council
Red de Educación Popular entre Mujeres
Réseau arabe pour l'environnement et le développement
Réseau chinois d'ONG pour les échanges internationaux
Réseau de développement et de communication de la femme africaine
Réseau mondial des écovillages
Rural Litigation and Entitlement Kendra
Sierra Gorda Ecological Group
Société chinoise pour la promotion du programme Guangcai
Société chinoise pour le développement durable
Society for the Protection of the Rights of the Child
Solar Cookers International
Sudan Council of Voluntary Agencies
Union Arabischer Mediziner in Europa
Union de l'action féminine (2007-2010)
Union nationale des associations de protection de la maternité, de l'enfance et de la famille (2007-2010)
Victim Support Europe (2007-2010)
Vie Montante Internationale
Voices of African Mothers
Wales Assembly of Women (2007-2010)
Woïyo Kondeye (2007-2010)
Women in Media and Entertainment

Women's Association for a Better Aging Society

World Rehabilitation Fund (2007-2010)

e) De clore, sous réserve du droit de renouveler la demande, l'examen de demandes d'admission au statut consultatif présentées par les 45 organisations ci-après, qui n'ont pas répondu aux questions posées par les membres du Comité en dépit de trois rappels effectués au cours de deux sessions consécutives :

Association Al-Damir pour le soutien aux prisonniers et la défense de leurs droits fondamentaux

Alliance for Reproductive Health Rights

Arab Forum for Environment and Development

Associação Brasileira das Indústrias de Óleos Vegetais

Association of American Geographers

Ballerina Management Institute

Caputo Children's Fund

Carbon War Room Corporation

Centre for Social Transformation and Human Development

Coastal Association for Social Transformation Trust

Consumer Goods Forum

Dialogue International Kapiri-Mposhi District

Eliezah Foundation Initiative Uganda

Environmental Law Institute

Family Health Development Organization

Fundo Brasileiro para a Biodiversidade

Global Forum on Human Settlements

Good Hands

Hasaan Foundation

Health Global Access Project

Helping Hands International Foundation Inc.

Heritage Foundation

Human Rights Foundation

Instituto Ethos de Empresas e Responsabilidade Social

International Coalition against War Criminals – Norway

International Society for Ecological Economics

Last Hope International

Lawyers' Committee for Civil Rights Under Law

Maan Television Network
 National Muzzle Loading Rifle Association
 New Vision International
 Oikos – Stiftung für Oekonomie und Oekologie
 Organisation pour la femme et le développement
 Prime Educational and Social Trust
 Raynault Foundation
 Rural Peoples Sangham
 Sierra Leone Relief and Development Outreach
 Solicitors' International Human Rights Group
 Spread Wings Non-Governmental Organization for Children
 Stichting Global March Against Child Labour
 Sudanese Mothers for Peace
 Trustees of Tufts College
 Union of Palestinian Non-Governmental Organizations
 Yadgar Welfare Society
 Youth Service America

f) De prendre acte du retrait par l'organisation non gouvernementale ci-après de sa demande :

Curia Generalizia dei Marianisti

Projet de décision II
Suspension du statut consultatif des organisations
non gouvernementales dont les rapports quadriennaux
sont en souffrance, en application de la résolution 2008/4
du Conseil

Ayant confirmé, à la reprise de sa session en mai 2013, que le Secrétariat avait rappelé aux organisations non gouvernementales qui n'avaient pas présenté leurs rapports quadriennaux qu'elles étaient tenues d'établir des rapports, leur avait expliqué les conséquences du non-respect de cette obligation après le 1^{er} mai 2013 et avait fait suivre les derniers rappels aux missions permanentes des États Membres dans lesquels ces organisations étaient domiciliées, le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil économique et social décide, en application des dispositions de sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, de suspendre immédiatement, pour une durée d'une année, le statut consultatif des 154 organisations suivantes, et prie le Secrétariat d'en aviser les intéressées.

Académie internationale d'astronautique
Action pour le développement de l'agriculture et de la pêche avec protection
environnementale de Likende
Actions on Gender, Citizenship and Development
Admiral Family Circle Islamic Community
Ahmedabad Women's Action Group
Airline Ambassadors International
All About Social, Economic, Educational Rights Foundation
All India Shah Behram Baug Society for Scientific and Educational Research
Alliance for Marriage
Alliance forestière de la Colombie Britannique
Alliance réformée mondiale
American Society for Training and Development
Annai Educational Society
Asociación Internacional de Presupuesto Público
Assemblée parlementaire de la Francophonie
Association algérienne d'alphabétisation
Association Coeur africain
Association Femmes et développement
Association for Sustainable Community Development
Association François-Xavier Bagnoud
Association internationale d'habitat rural
Association Internationale des Avocats de la Défense
Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille
Association iranienne de solidarité féminine
Association jeunesse action développement
Association nationale de volontariat TOUIZA
Association nationale des femmes universitaires de Roumanie
Association of Organizations for Social and Educational Assistance
Association roumaine des jeunes pour les Nations Unies
Association Tunisie-Méditerranée pour le développement durable
Association tunisienne de lutte contre les MST/SIDA
Association tunisienne de prévention de toxicomanie
Association tunisienne des auberges et tourisme de jeunes

Association tunisienne des femmes démocratiques
Association VERSeau Développement
Avocats sans frontières (France)
Catholic Daughters of the Americas
Center for International Rehabilitation
Center for Victims of Torture.
Centre béninois pour le développement des initiatives à la base
Centre d'information et de formation sur les droits de l'homme
Centre de recherches tribales de Jigyansu
Centre des services de développement
Centre for the Study of Administration of Relief
Centro de Información y Educación para la Prevención del Abuso de Drogas
Chernobyl Union International
Child Rights Action Coalition
Chintan Environmental Research and Action Group
Collectif des organisations des jeunes solidaires du Congo – Kinshasa
Colonie des pionniers de développement
Comité de apoyo a los trabajadores agrícolas
Comité national d'entraide de la jeunesse et de l'enfance
Computer Professionals for Social Responsibility
Confédération syndicale mondiale de l'enseignement
Conférence chrétienne d'Asie
Conseil national des femmes thaïlandaises
Corporación chilena pro derechos de los niños y los jóvenes
Dogal Hayati Koruma Derneği: Société pour la protection de la nature
Droit à l'énergie SOS futur
DrugScope
Earthcorps
Environnement et développement du tiers monde
Fédération des associations européennes de motocyclistes
Fédération des organisations non-gouvernementales du Sénégal
Fédération des Turcs des Balkans et des associations pour les immigrés
Fédération européenne des étudiants âgés aux universités
Fédération internationale d'astronautique

Fédération internationale des ouvriers sur métaux
Fondation Alulbayt
Fondation connaissance et liberté
Foundation for Human Rights Initiative
Foundation Partners for Local Development
Fundación « 8 de Marzo » para la Promoción de Mujeres y Jóvenes
Fundación Guayasamín
Fundación Huancavilca
Fundación Proyecto de Paz Mundial
Geriatrics Care Foundation of Pakistan
Global Action Plan International
Global Fund for Children
Gorakhpur Environmental Action Group
Green Front of Iran
Health for Humanity
Hudson Institute
India Vision Foundation
Initiative citoyenne ¡Basta Ya!
Institut africain pour la démocratie
Institut de la vie
Institut de recherche pour l'amélioration de la vie des femmes
Institut latino-américain du fer et de l'acier
Institut pour le dialogue interconfessionnel
Institut thaïlandais de l'environnement
Institute for Environment and Development Studies
International Centre for Study and Development
International Children's Dream Foundation
International Council of Prison Medical Services
ISIS International
Islamic Centre of England
Ittijah – Union des associations locales arabes
Junior Achievement Worldwide
Kenya Medical Women's Association
Knights of the Southern Cross

Lay Movement for Latin America
Learning and Development Kenya
Ligue burundaise des droits de l'homme
Ligue pour l'éducation de la femme et de l'enfant
Links Incorporated
Lokmanya Public Charitable Trust
Mahila Dakshata Samiti
Morality in Media
Mountain Institute
Mountain Women Development Organization
Mouvement citoyen pour la justice environnementale
National Coalition for Haitian Rights
National Women's Studies Association
Network of Human Development
Nigeria-Togo Association
Non-Governmental Organizations Coordinating Committee
NRO Frauenforum Entwicklungspolitisches Netzwerk
Odhikar
One World International
One World Trust
Organisation mondiale Agudas Israël
Organisation mondiale des anciens et anciennes élèves de l'éducation catholique
Organisation mondiale pour l'éducation, la science et le développement
Organisation pour la promotion et la protection des droits de la femme et de l'enfant au Burundi
Peaceways: Young General Assembly
Physicians for Peace
Planetary Association for Clean Energy
Radin Institute for Family Health Education and Promotion
Reach the Children
Rehabilitation and Development Organization for Landless
Relief International
Rencontres: International Association of French-speaking Anglicans and Episcopalians

Réseau africain de la jeunesse pour le développement durable
Réseau consultatif pour les stratégies d'Information en Afrique
Russian Public Movement For Civil Rights
Santé de la reproduction pour une maternité sans risque
School of Human Genetics and Population Health
Scouts tunisiens
Service for Peace
Société caritative pour la protection sociale
South-North Development Initiative
Together Foundation for Global Unity
Turtle Island Restoration Network
Union des associations féminines du Koweït
Union des banques arabes
Vision mondiale Canada
Voluntary Action Network India
W. Haywood Burns Environmental Education Center
Women Action
Women Cultural Social Society
Women's Rights Association against Discrimination
Women's Rights Movement of the Philippines
Women's Shadow Parliament – Kenya

Projet de décision III
Rétablissement du statut consultatif des organisations non gouvernementales qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil

Le Conseil économique et social décide, conformément à sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, et rappelant sa décision 2012/222 du 23 juillet 2012, de réadmettre au statut consultatif les 43 organisations non gouvernementales ci-après, qui ont présenté leurs rapports quadriennaux :

Africa and Middle East Refugee Assistance
Africa-America Institute
Akina Mama Wa Afrika
American Correctional Association
American Indian Law Alliance

Association des volontaires pour l'assistance au développement en Guinée
Association for Solidarity with Freedom-Deprived Juveniles
Association internationale des affaires correctionnelles et pénitentiaires pour
l'avancement des services correctionnels professionnels
Association Internationale des Soldats de la Paix
Center for Alcohol and Drug Research and Education
Centre égyptien pour les droits des femmes
Coalition gaie et lesbienne du Québec
Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos
« Capaj »
Confédération colombienne des ONG
Conférences Pugwash sur la science et les problèmes internationaux
Conseil arabe pour l'enfance et le développement
Décembre 18 vzw
Fédération internationale des industries consommatrices d'énergie
Fédération mondiale de psychothérapie
Fondation Guilé
Fondation pour l'élimination de la traite des femmes et du travail des enfants
Fonds Mondial pour les Femmes
GLOBE International
Globetree
Habitat for Humanity International
Human Relief Foundation
International Alert
International Family Therapy Association
International Harm Reduction Association
International Longevity Center
Japan Fellowship of Reconciliation
Malaysian Medical Relief Society
National Alliance of Women's Organizations
National Bar Association
Réseau international pour la prévention de la maltraitance des personnes âgées
Union de l'action féminine
Union nationale des associations de protection de la maternité, de l'enfance et
de la famille

Victim Support Europe
Wales Assembly of Women
Woïyo Kondeye
Women's Action Group
World Futures Studies Federation
World Rehabilitation Fund

Projet de décision IV
Retrait du statut consultatif d'organisations
non gouvernementales en application de la résolution
2008/4 du Conseil

Ayant confirmé à la reprise de sa session, en mai 2013, que le Secrétariat avait rappelé aux organisations non gouvernementales qui n'avaient toujours pas présenté leurs rapports quadriennaux et dont le statut avait été suspendu par le Conseil économique et social en application de sa décision 2012/222 du 23 juillet 2012 qu'elles étaient tenues d'établir des rapports, les avait averties des conséquences du non-respect de cette obligation après le 1^{er} mai 2013 et avait fait suivre les derniers rappels aux missions permanentes des États Membres dans lesquels ces organisations étaient domiciliées, le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil économique et social décide, en application des dispositions de sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, et rappelant sa décision 2012/222 du 23 juillet 2012, de retirer immédiatement le statut consultatif aux 159 organisations non gouvernementales énumérées ci-après, et prie le Secrétariat d'en aviser les intéressées.

A Child Is Missing
Abraham Fund Initiatives
Action pour le développement de l'Afrique à la base
African Center Foundation
African Refugees Foundation
Agermanament sense fronteres
Agir pour les femmes en situation précaire
AIDS Action
Alliance mondiale pour la mise au point de médicaments antituberculeux
Alliance Niger-Nature
Asian Women's Conference Network
Association afghane pour le développement
Association algérienne d'alphabétisation

Association de défense des Tunisiens à l'étranger
Association de sauvegarde des monuments et sites
Association des éboueurs pour le développement communautaire
Association des femmes africaines face au SIDA
Association féminine Tunisie 21
Association for Social Advancement
Association for the Advancement of Education
Association for the Advancement of Psychological Understanding of Human Nature
Association for the Protection of the Environment
Association latino-américaine d'institutions pour le financement du développement
Association latino-américaine pour les droits de l'homme
Association nationale de soutien aux enfants en difficulté et en institution
Association of Arab-American University Graduates
Association of Support for HIV-Infected and HIV-Affected Children and Their Families
Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens
Association pour le développement harmonieux de la mère et de l'enfant du Cameroun
Association tunisienne des villages d'enfants SOS
Association turque pour la planification familiale
Australian Council for International Development
Bangladesh Scholarship Council
Befrienders International
Black Sea University Foundation
Center for Democratic Renewal
Centre d'étude et de recherche pour l'intégration régionale et le développement de l'Afrique
Centre d'études économiques et sociales du tiers monde
Centre François-Xavier Bagnoud pour la santé et les droits de l'homme
Centre international de recherches et d'études sociologiques, pénales et pénitentiaires
Centro de Derechos Humanos y Ambiente
Cercle des amis de la forêt pour le 21^e siècle

CHANGE

Civic Education Project

Coalition pour la participation communautaire à la gouvernance

College Art Association

Comisión para la Defensa de los Derechos Humanos en Centroamérica

Comité international des femmes africaines pour le développement

Commission andine de juristes

Commission des aborigènes et des insulaires du Détroit de Torrès

Commission sud-américaine pour la paix, la sécurité régionale et la démocratie

Confédération mondiale du travail

Congo Watch

Conseil des points cardinaux

Conseil international des mines et des métaux

Cooperative Housing Foundation

Coordination des associations et ONG féminines du Mali

Cousteau Society

Croissant rouge algérien

Data for Development

Éducation pour la population et la vie familiale

Entraide universitaire mondiale

Europe 2000

Family of the Americas Foundation

Family Planning Movement « Vrancea »

Federación Española de Asociaciones Pro Vida

Fédération de Tunis de solidarité sociale

Fédération des associations des handicapés moteurs

Fédération interaméricaine de touring et des automobile-clubs

Fédération internationale des personnes handicapées physiques

Fédération internationale des petits frères des pauvres

Fédération internationale des producteurs agricoles

Fédération norvégienne des organisations de personnes handicapées

Federation of Muslim Women's Associations in Nigeria

Femme avenir

Femvision

Fondation Andrew W. Mellon
Fondation internationale carrefour
Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme
Forum économique mondial
Fundación Rigoberta Menchú Tum
Fundación Sales
Global Metro City: The Glocal Forum
GLOBE Japon
Goodwill Industries International
Green Earth Organization
Groupe d'étude et de recherche sur la démocratie et le développement économique et social en Afrique
Human Rights Internet
Indian Muslim Federation (Royaume-Uni)
Institut africain pour la recherche sur le développement
Institut de Coopération Europe Asie Afrique Amérique Latine
Institut du développement durable et des relations internationales
International Medical Corps
International Prison Watch
International Self-Reliance Agency for Women
Islamic Heritage Society
Jeunesse ouvrière chrétienne internationale
Karnataka Manava Vikas Sangha
Keystone Center
Liberty International
Life Education Center (États-Unis)
Ligue éthiopienne de la jeunesse
Ligue européenne de coopération économique
Little House of Nazareth
Local Government International Bureau
Lutte contre les violences faites aux femmes et enfants mineurs
Med Forum
Microteam éducation, apprentissage et nouvelles technologies
Mouvement « Ni putes ni soumises »

Nadi Al Bassar
National Safety Council
National Union of Ghana Students
National Women's Political Caucus
Nigerian Centre for Research and Documentation
Nigerian Environmental Society
Oasis Open City Foundation
Organe de coordination des organisations autochtones du bassin de l'Amazone
Organisation de l'unité syndicale africaine
Organisation de la mère maghrébine
Organisation nationale de l'enfance tunisienne
Pacific Concerns Resource Centre
People to People International
People's Forum 2001 (Japan)
PEW Institute for Ocean Science
Planetary Society
ProChoix
Programme d'insertion des enfants déshérités
Programme de coordination pour la santé intégrée
Religious Consultation on Population, Reproductive Health and Ethics
Réseau de recherche, d'action et d'information pour l'intégrité corporelle des femmes
S.O.S. femmes en détresse
Salubrité, propreté, hygiène et techniques d'assainissement
Samaritan Community Center
Secours populaire libanais
Service Peace and Justice in Latin America
Société africaine de droit international et comparé
Société mondiale de la population
Société tunisienne des sciences médicales
Société ukrainienne de l'information
Solidarité africaine pour la préservation de la paix et de l'environnement en République centrafricaine
SOS Drogue International

South Asia Human Rights Documentation Centre
 Union interafricaine des droits de l'homme
 Union internationale des étudiants
 Union internationale des transports publics
 Union mondiale chrétienne des femmes abstinentes
 University of Missouri Kansas City Women's Council
 Vrouwen Alliantie
 Widows and Orphans Welfare Society of Kenya
 Women Justice Program
 Women, Law and Development International
 Women's Commission Research and Education Fund
 Women's Coordinating Committee for the Gulf and Arabian Peninsula
 Women's World Organization for Rights, Literature and Development
 WorldSpace Foundation
 Worldview International Foundation
 WorldWIDE Network Nigeria: Women in Development and Environment

Projet de décision V
Calendrier et ordre du jour provisoire de la session
de 2014 du Comité chargé des organisations
non gouvernementales

Le Conseil économique et social :

- a) Décide que la session ordinaire de 2014 du Comité chargé des organisations non gouvernementales se tiendra du 21 au 30 janvier et le 7 février 2014 et que la reprise de la session aura lieu du 19 au 28 mai 2013 et le 6 juin 2014;
- b) Approuve l'ordre du jour provisoire de la session de 2014 du Comité tel qu'il figure ci-après :
 1. Élection du Bureau.
 2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
 3. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
 - a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures;
 - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement;

- c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social :
 - a) Examen des rapports quadriennaux dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures;
 - b) Examen des rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil.
5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat.
6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
 - a) Processus d'accréditation des représentants d'organisations non gouvernementales;
 - b) Examen de questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail officieux;
 - c) Questions connexes diverses.
7. Examen des rapports spéciaux.
8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2015 du Comité.
10. Adoption du rapport du Comité.

Projet de décision VI
Rapport du Comité chargé des organisations
non gouvernementales sur les travaux
de la reprise de sa session de 2013

Le Conseil économique et social prend note du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2013.

II. Demandes d'admission au statut consultatif, demandes de reclassement et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales

2. Le Comité a étudié le point 3) a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures et le point 3) b), intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement », de sa 17^e à sa 28^e séance, du 20 au 28 mai 2013. Il était saisi des documents et documents de séance suivants :

a) Mémoire du Secrétaire général portant sur les nouvelles demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil économique et social reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2013/R.2/Add.31 à 47);

b) Mémoire du Secrétaire général portant sur les demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2013/R.3/Add.1);

c) Récapitulatif des demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil économique et social reçues d'organisations non gouvernementales dont le Comité a reporté l'examen lors de sessions tenues entre 2002 et 2013 (E/C.2/2013/CRP.7);

d) Mémoire du Secrétaire général portant sur les demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales dont le Comité a reporté l'examen lors de sessions antérieures (E/C.2/2013/CRP.8);

e) Mémoire du Secrétaire général portant sur la demande de changement de dénomination reçue d'une organisation (E/C.2/2013/CRP.9).

A. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures

3. Le Comité a examiné le point 3) a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures », de sa 23^e à sa 28^e séance, du 23 au 28 mai 2013. Il a étudié 180 demandes d'admission au statut consultatif dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures.

Demandes faisant l'objet d'une recommandation

4. Le Comité a recommandé au Conseil d'octroyer le statut consultatif aux 40 organisations suivantes [voir chap. I, projet de décision I, par. a)] :

Almanar Voluntary Organization

Associação Brasileira de Celulose e Papel

Association for the Integrated Development-Comilla

Association Tierra Incógnita

Assyrian Universal Alliance Americas Chapter

Australian Lesbian Medical Association
Centro Integrado de Estudios e Programas de Desenvolvimento Sustentável
Community Awareness Raising and Advocacy Ventures Around Needs
Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas
Corporación Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad
Eakok Attomanobik Unnayan Sangstha
Educació per a l'Acció Crítica
Family and Life
Fondation Heartbeat International
Freann Financial Services
Fundación DARA Internacional
Global Health and Awareness Research Foundation
Global Wind Energy Council
Homosexuelle Initiative Wien
Human Rights Network (HURINET)
Institute for Practical Idealism
International Association for the Advancement of Space Safety
Lawyers for Lawyers
Living Bread International Church
Moorish Holy Temple of Science/Moorish Science Temple
Omega Research Foundation
Organization for Gender, Civic Engagement and Youth Development
Rockefeller Foundation
Rosa-Luxemburg-Stiftung – Gesellschaftsanalyse und politische Bildung
Scholars at Risk Network
Shikhar Chetna Sangathan
Society for the Policing of Cyberspace
Society of Iranian Women Advocating Sustainable Development of Environment
South Asia Partnership Pakistan
Stichting Coalition for Work with Psychotrauma and Peace
Turkiye Yesilay Cemiyeti (Green Crescent)
Women Empowerment Literacy and Development Organization
Women in Alternative Action
Worldwide Coalition for Peace

Young Power in Social Action

Demandes dont l'examen est reporté

5. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 95 organisations non gouvernementales ci-après en attendant de recevoir les réponses aux questions qu'il leur a posées lors de la reprise de sa session de 2013 :

African Refugee Development Center

Afrikaanse Forum vir Burgerregte

Agence islamique de secours pour l'Afrique

Aide musulmane

Al-Maqdese for Society Development

Al-Marsad : Centre arabe pour les droits de l'homme sur le plateau du Golan

Asia Catalyst

Asia Center for Human Rights

Asian-Eurasian Human Rights Forum

Asociación Española para el Derecho Internacional de los Derechos Humanos

Association des populations des montagnes du monde

Association for Defending Victims of Terrorism

British Columbia Civil Liberties Association

Bureau international pour le respect des droits de l'homme au Sahara Occidental

Business and Professional Women Voluntary Organization – Sudan

Casa Generalizia della Società del Sacro Cuore

Center for Global Nonkilling

Center for International Policy

Centre pour les droits civils et politiques

Christian Solidarity Worldwide

Clean Energy Council

Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie

Congrès national assyrien

Defense Small Arms Advisory Council

Dharma Drum Mountain Buddhist Association

Dialogue interreligieux monastique

EarthGame

EG Justice

EKTA

Equal Rights Trust
European Humanist Federation
F N Forbundet
Fédération internationale des jeunesses libérales
Fondation Alkarama
Fondation Conservation International
Fondation Ford
Freedom Now
Geneva Institute for Human Rights
Global Network for Rights and Development
Green Planet
Himalayan Consensus Institute
Hokok Coalición Internacional contra la Impunidad
Human Touch India
India Media Centre
Initiative for Change
Institute for Human Rights and Business Limited
International Association of Genocide Scholars
International Coalition of Sites of Conscience
International Coalition to Ban Uranium Weapons
International Dalit Solidarity Network
International Human Rights Commission Relief Fund Trust
International Partnership for Human Rights
International Prison Chaplains' Association
Iran Human Rights Documentation Center
Jewish Renaissance Foundation
Jewish Voice Ministries International
John D. and Catherine T. MacArthur Foundation
Kuchlak Welfare Society
Kuki Organization for Human Rights Trust
National Secular Society
Network for North Korean Democracy and Human Rights
New Era Educational and Charitable Support Initiative
New World Hope Organization

Organizzazione Internazionale Protezione Animali
Palpung Munishasan Dharmachakra Sangh
Peace X Peace TR
Peoples Development Organization
Population Matters
Prahar
Ray of Hope
Réseau d'information des droits de l'enfant
Réseau international des droits humains
Sairam Population Research Trust
Scandinavian Institute for Human Rights Norway
Second Amendment Foundation
Segretariato Permanente dei Premi Nobel per la Pace
Sewa Development Trust Sindh
Simons Foundation
Skyian Welfare Organization
Stichting Global Human Rights Defence
Un Ponte per...
United Hatzalah
United Sikhs
Université internationale d'études spatiales
Virtual Activism
Vivegam Godfrey
Wespak Welfare Trust
West Africa Centre for Peace Foundation
Women's Division of the General Board of Global Ministries of the United
Methodist Church
Women's Information Center
World Future Council Foundation
World Shelter Organisation
Youth Coalition for Sexual and Reproductive Rights
Youth Foundation of Bangladesh
Zala briviba

Australian Lesbian Medical Association

6. À sa 26^e séance, tenue le 24 mai 2013, le Comité a examiné la demande d'admission de l'organisation non gouvernementale Australian Lesbian Medical Association.

7. À la même séance, la représentante du Pakistan a posé une question à cette organisation. Sa question a été suivie d'une déclaration du représentant de la Bulgarie qui a souligné que les membres du Comité avaient eu largement le temps d'examiner les réponses apportées par l'organisation aux 54 questions qui lui avaient été posées au cours de sept séances consécutives. Il a estimé que l'organisation avait répondu de manière complète et satisfaisante à toutes les questions mais que sa demande de statut consultatif avait néanmoins été systématiquement différée pour des raisons non liées aux critères énoncés dans la résolution 1996/31 du Conseil économique et social. Il a demandé que le Comité se prononce sans plus attendre et recommande l'octroi du statut consultatif à l'organisation en question, conformément à l'article 59 du Règlement intérieur du Conseil économique et social, comme l'avait expliqué le Président du Comité sur les conseils du secrétaire du Comité.

8. Toujours à la même séance, l'organisation a obtenu le statut consultatif à l'issue d'un vote par appel nominal, la répartition des voix étant la suivante : 9 voix pour, 6 voix contre et 2 abstentions. Sur les 19 membres du Comité, 17 étaient présents et votants. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Belgique, Bulgarie, États-Unis, Inde, Israël, Nicaragua, Pérou, Turquie, Venezuela (République bolivarienne du)

Ont voté contre :

Chine, Fédération de Russie, Maroc, Pakistan, Sénégal, Soudan

Se sont abstenus :

Kirghizistan, Mozambique

Étaient absents :

Burundi, Cuba

9. Après le vote, des déclarations ont été faites par certains États Membres. La représentante de la République bolivarienne du Venezuela a déclaré que sa délégation avait voté pour l'octroi du statut consultatif à cette organisation en vertu des principes d'intégration et de justice pour les différentes identités sexuelles et à l'appui de tous les groupes et minorités vulnérables, sans distinction. Elle a cependant souligné que le soutien apporté à l'organisation par sa délégation ne changeait en aucun cas la position de celle-ci concernant le droit de tous les membres du Comité de poser les questions qu'ils jugeaient nécessaires. Elle a estimé que les décisions du Comité ne devraient pas être contraintes et a affirmé que sa délégation ne considérerait pas le temps comme étant un critère justifiant une décision. Sa délégation a renouvelé son soutien aux organisations appartenant à la communauté des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres et a instamment prié l'organisation faisant l'objet de l'examen, lorsqu'elle aurait obtenu le statut consultatif, de contribuer aux travaux de l'Organisation des Nations Unies en coopérant pleinement et en dialoguant avec les États Membres.

10. Le représentant du Soudan a noté qu'au cours de la séance, des représentants avaient apporté leur soutien au principe consistant pour les États Membres à poser des questions aux organisations dont les demandes d'admission sont examinées par le Comité. Il a regretté que, dans le cas de cette organisation, le Comité ait choisi la méthode du vote, ce qui aurait une influence sur de futures demandes d'admission examinées par le Comité.

11. Le représentant des États-Unis d'Amérique a rappelé que les demandes d'admission des organisations de lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres avaient longtemps été reportées ou refusées par le Comité et que ces décisions avaient été annulées par le Conseil. Il a déclaré qu'il s'agissait d'un jour important et que la délégation des États-Unis était ravie d'être témoin de l'histoire. Il a regretté le fait que les organisations de lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres ne seraient pas en mesure d'obtenir un consensus sur la recommandation en vue du statut consultatif tant que certains États membres du Comité continueraient de s'y opposer, et a affirmé qu'il était donc nécessaire que la décision soit prise par un vote.

12. Le représentant de la Belgique a déclaré que la demande d'admission présentée par l'organisation en question était l'une des plus anciennes sur la liste des demandes dont l'examen avait été reporté. Il a affirmé que, dès le début, la Belgique était convaincue que l'organisation était pleinement conforme à la Charte des Nations Unies et aux critères énoncés dans la résolution 1996/31 du Conseil économique et social. Il a estimé que l'organisation avait été victime d'un traitement injuste et de discrimination de la part du Comité pour la simple raison qu'elle soutenait et défendait la communauté des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres.

13. Le représentant d'Israël a déclaré que cette recommandation devrait être considérée comme un message très positif adressé à toutes les organisations non gouvernementales, en particulier aux organisations de lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres qui estimaient faire l'objet d'une discrimination de la part du Comité.

14. Le représentant de la Bulgarie a déclaré que le Comité avait témoigné son respect pour les intérêts légitimes de la communauté et des organisations de la société civile des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres, dont les voix méritaient d'être entendues au sein de l'Organisation des Nations Unies.

15. À l'issue du vote, le Comité a décidé de recommander l'octroi du statut consultatif à cette organisation non gouvernementale.

Homosexuelle Initiative Wien

16. À sa 27^e séance, tenue le 28 mai 2013, le Comité a examiné la demande d'admission de l'organisation non gouvernementale Homosexuelle Initiative Wien.

17. À la même séance, les représentants de la Fédération de Russie et du Soudan ont posé des questions supplémentaires à l'organisation. Ces questions ont été suivies d'une déclaration du représentant de la Belgique, qui a déclaré que sa délégation était pleinement consciente des dispositions du paragraphe 15 de la résolution 1996/31 du Conseil, dans lequel le Conseil indiquait que l'octroi du statut consultatif était exclusivement du ressort des États Membres, qui exerçaient cette prérogative par l'intermédiaire du Conseil et du Comité. En parallèle, au paragraphe 5 de cette résolution, le Conseil indiquait que le Comité devrait accorder une attention spéciale aux organisations qui ont des compétences ou une expérience particulières que le Conseil économique et social pourrait mettre à profit. Sa

délégation estimait que l'organisation en question disposait de telles compétences particulières. Il a en outre souligné qu'en application du paragraphe 8 de cette résolution, l'Autriche, pays dans lequel l'organisation a son siège, avait été consultée et avait déclaré à plusieurs reprises, par des observations écrites et des présentations orales, qu'elle appuyait sans réserve l'organisation en question. Il a finalement relevé que la demande d'admission de l'organisation avait été examinée par le Comité lors de plusieurs séances et que l'organisation avait répondu à de nombreuses questions. Il a déclaré que la Belgique demandait par conséquent que le Comité se prononce sans plus attendre et recommande l'octroi du statut consultatif à l'organisation en question, conformément à l'article 59 du Règlement intérieur du Conseil économique et social.

18. L'organisation a obtenu le statut consultatif à l'issue d'un vote par appel nominal, la répartition des voix étant la suivante : 9 voix pour, 6 voix contre et 2 abstentions. Sur les 19 membres du Comité, 17 étaient présents et votants. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Belgique, Bulgarie, États-Unis, Inde, Israël, Nicaragua, Pérou, Turquie, Venezuela (République bolivarienne du)

Ont voté contre :

Chine, Fédération de Russie, Maroc, Pakistan, Sénégal, Soudan

Se sont abstenus :

Kirghizistan, Mozambique

Étaient absents :

Burundi, Cuba

19. Après le vote, des déclarations ont été faites par certains États Membres. La représentante de la République bolivarienne du Venezuela a réaffirmé que, en examinant la demande d'admission de l'organisation, sa délégation avait voté pour l'octroi du statut consultatif, comme elle l'avait fait pour l'organisation Australian Lesbian Medical Association, en vertu des principes d'intégration et de justice pour les différentes identités sexuelles et à l'appui de tous les groupes et minorités vulnérables, sans distinction. Elle a cependant souligné que le soutien apporté à l'organisation par sa délégation ne changeait en aucun cas la position de celle-ci concernant le droit de tous les membres du Comité de poser les questions qu'ils jugeaient nécessaires. Elle a estimé que les décisions du Comité ne devraient pas être contraintes et a affirmé que sa délégation ne considérait pas le temps comme étant un critère justifiant une décision. Sa délégation a instamment prié l'organisation, lorsqu'elle aurait obtenu le statut consultatif, de contribuer aux travaux de l'Organisation des Nations Unies de manière constructive, transparente et non sélective, en coopérant pleinement et en dialoguant avec les États Membres.

20. La délégation des États-Unis d'Amérique a déclaré qu'elle estimait que les deux votes en faveur d'organisations de lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres étaient un progrès extraordinaire dans la mesure où ces organisations attendaient depuis 2007 d'obtenir le statut consultatif. La délégation a exprimé le souhait qu'un jour, l'octroi du statut consultatif à de telles organisations soit approuvé par consensus par le Comité en vertu des critères énoncés dans la résolution 1996/31 et non de leur orientation ou identité sexuelle.

21. La représentante d'Israël a déclaré que sa délégation était ravie de ce résultat et se montrait confiante quant au fait que l'organisation contribuerait aux travaux du Conseil.

22. La délégation de la Bulgarie a déclaré que cette décision confirmait le fait que le Comité avait renoncé aux anciennes pratiques discriminatoires et était désormais conscient de l'importance de la participation des organisations de lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres aux travaux du Conseil, pour qu'elles puissent promouvoir leur message de lutte contre la discrimination fondée sur l'orientation ou l'identité sexuelle. Elle a également déclaré que ces deux votes successifs ne pouvaient pas être considérés comme un événement ponctuel mais qu'ils marquaient le point de départ de la nouvelle attitude positive du Comité envers les organisations de lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres.

23. La délégation du Soudan a déclaré qu'elle regrettait que le Comité se soit détourné de la pratique de longue date énoncée au paragraphe 15 de la résolution 1996/31 du Conseil. Elle a estimé que la précipitation dans l'examen de certaines organisations avait créé un précédent regrettable pour le Comité qui ne faciliterait pas ses futurs travaux. Elle a souligné la nécessité de parvenir à un consensus, conformément à l'intention originale des travaux du Comité.

24. Le représentant de la Belgique a estimé que l'organisation en question avait réalisé des travaux de qualité dans le domaine des droits de l'homme.

25. À l'issue du vote, le Comité a décidé de recommander l'octroi du statut consultatif à cette organisation non gouvernementale.

Demandes classées sous réserve du droit de renouveler la demande

26. À sa 30^e séance, tenue le 29 mai 2013, le Comité a décidé de classer, sous réserve du droit de renouveler la demande, les demandes de 45 organisations non gouvernementales n'ayant pas répondu aux questions qu'il leur avait posées malgré les trois rappels qui leur avaient été envoyés [voir chap. I, projet de décision I, par. e)].

B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement

27. Le Comité a examiné le point 3 b) de son ordre du jour, intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement », de sa 17^e à sa 23^e séance, du 20 au 23 mai 2013. Il a examiné au total 246 demandes d'admission.

Nouvelles demandes faisant l'objet d'une recommandation favorable

28. Sur les 246 organisations qui avaient présenté de nouvelles demandes, le Comité a recommandé au Conseil économique et social d'octroyer le statut consultatif aux 121 suivantes [voir chap. I, projet de décision I, par. a)] :

Aboriginal and Torres Strait Islander Corporation Family Violence Prevention and Legal Service (Victoria)

Action for Peace through Prayer and Aid

Action Secours Ambulance

Aequalia
Africa Peace Forum
African Artists for Development
African Palliative Care Association
AIDS Vaccine Advocacy Coalition
Akademsko Drustvo za Medunarodne Odnose
Alliance œcuménique « Agir ensemble »
Alsalam Foundation
American Diabetes Association
Arab African American Womens' Leadership Council
Asociación Gilberto
Asociación HazteOir.org
Association camerounaise pour la prise en charge de la personne âgée
Association for Protection of Refugee and Internally Displaced Women and Children
Association internationale des médecins pour la promotion de l'éducation et de la santé en Afrique
Association mouvement pour la défense de l'humanité et abolition de la torture
Association pour le développement des initiatives citoyennes et européennes
Association togolaise d'étude, de recherche et d'appui au développement humain durable
Association trait d'union des jeunes burkinabé
Auspice Stella
Autre vie
Bangladesh Rural Advancement Committee
Cameroon Youths and Students Forum for Peace
Centro Mexicano de Derecho Ambiental
Centro Panafricano Kituo Cha Wanafrika
China Soong Ching Ling Foundation
Collectif des femmes africaines du Hainaut
Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos
Commission on Voluntary Service and Action
Community Research and Development Centre
Competitiveness Company
Consortium Congo Development

Contact Base

Corporación Red Nacional de Mujeres Comunes, Comunitarias, Indígenas y Campesinas de la Republica de Colombia

Corporativa de Fundaciones

Drug Abuse Prevention Centre

Earthquakes and Megacities Initiative

Eastern Alliance for Safe and Sustainable Transport

Écoforum des organisations non gouvernementales d'Ouzbékistan

Equal Right to Life

European Window Film Association

Family Educational Services Foundation

Femienza Kenya

Fondation Access Bangladesh

Fondation Barka

Fondation Conserve Africa

Fondation Nature et Vie

Fondation pour le dialogue des civilisations

Foundation for Autism Support and Training

Foundation for Responsible Media

Friends of the Global Fund Africa

Global Campaign for Climate Action

Global Environment and Technology Foundation

Global Political Trends Center

Global Race Against Poverty and HIV/AIDS in Nigeria

Global Welfare Association

Groupe d'action pour la protection et la promotion de la flore et la faune

Groupe d'économie solidaire du Québec

HEDA Resource Centre

Help A Child Africa

Ideal World Foundation

Imam Mahdi Association of Marjaeya

Impacto

Indian Dreams Foundation

Institute for Conflict Transformation and Peacebuilding

Institute for Economic Strategies
Integrated Development Services
Inter-Faith Vision Foundation Cameroon
International Association for the Advancement of Innovative Approaches to
Global Challenges
International Federation of Hard of Hearing Young People
Islamic Foundation
Jeunes volontaires pour l'environnement
John Dau Foundation
Jordanian Women's Union
Karabakh Foundation
Leprosy Mission International
Lift Up Care Foundation
Maasai Youth Outreach Organization
Medical Emergency Relief International
Merciful Assistance Foundation
Merry Year Foundation
Montage Initiative
Mothers Legacy Project
Network for Women's Rights in Ghana
NeuroCare Ethiopia
Observatorio Regional para la Mujer de América Latina y el Caribe
People's Development Initiatives
Per Ankh
Prevention Association of Social Harms
Rede Latino Americana de Organizações Não Governamentais de Pessoas com
Deficiência e Suas Famílias
Reforestamos México
Religious of the Sacred Heart of Mary
Rescue and Hope
Royal Academy of Science International Trust
Rural Health Care Foundation
Sadguru Sadafaldeo Vihangam Yoga Sansthan
Scouts du Niger

Shushilan
 Somali Help-Age Association
 Soroptimist International Great Britain and Ireland
 Streetfootballworld
 Suomen YK-liitto Ry
 Support Home of God Project
 Susan G. Komen Breast Cancer Foundation
 Sustainable Development Institute
 Sustainable Rural Community Development Organization
 Technical Centre for Fine Art and Computer Studies
 Turkiye Isadamlari ve Sanayiciler Konfederasyonu
 U.S. Azeris Network
 Vance Center
 Women Awareness Center Nepal
 World Hepatitis Alliance
 World Kabaddi Federation
 World Public Forum – Dialogue of Civilizations
 Yogaathma Foundation
 Youngstars Foundation International
 Youth Alliance for Leadership and Development in Africa
 Youth Path Organisation

Nouvelles demandes d'admission dont l'examen a été reporté

29. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 124 organisations non gouvernementales ci-après en attendant de recevoir les réponses aux questions qu'il leur a posées lors de la reprise de sa session de 2013 :

Action on Armed Violence
 Advocates for International Development
 AFD International Belgium
 African Rights Initiative International
 Al-Dameer Association for Supporting Prisoners and Human Rights
 All India Dhanak Organisation
 Alliance internationale des organisations de patients
 Allied Rainbow Communities International
 Ambedkar Center for Justice and Peace

Arab Center for the Development of the Rule of Law and Integrity
Ark Foundation, Ghana
Asociacion Internacional de Juristas por el Sáhara Occidental
Asocijacija za Demokratsku Inicijativu
Association arabe des droits de l'homme
Association for Trauma Outreach and Prevention
Association Internationale Soufie Alawiyya
Association pour la santé et la prévention des maladies tropicales
Associazione Nazionale Produttori Armi e Munizioni Sportive e Civili
Avocats sans frontières
Basic Health International
Berlin Civil Society Centre
Breakthrough
Catholic Family and Human Rights Institute
Center for Military Human Rights, Korea
Centre for Environment Education
Children's Project International
Comité pour la protection des journalistes
Common Era
Congrès national des arméniens occidentaux
Conselho Federal da Ordem dos Advogados do Brasil
Curia Generalizia Agostiniana
Database Center for North Korean Human Rights
Diplomaten für internationale Verbindungen von Mensch und Wirtschaft
Domestic and Foreign Missionary Society of the Protestant Episcopal Church
in the United States of America
Down Syndrome International
Earth Charter Associates
EMDR Humanitarian Assistance Programs
Equipo Latinoamericano de Justicia y Género
Ethiopia Change and Development Association
Europe Against Drugs
Fondation Akshaya Patra
Fonds d'aide à l'éducation RESULTS

Fonds national juif (Keren Kayemeth Le Israel)
Foundation for Development Cooperation
Foundation for the International Network of Museums for Peace
Frankfurt School of Finance and Management
Freedom from Hunger
Freedom, Legality and Rights in Europe
Fundación Interamericana para el Desarrollo de la Gestión Social
Fundacion Proyecto Solidario por la Infancia
Gargar Foundation for Development
Global Corps of Jewish Diplomats
Grameen Shakti
Grupo de Mujeres de la Argentina – Foro de VIH, mujeres y familia
Harm Reduction Coalition
Hope Foundation NGO
Human Life International
IBUKA – mémoire et justice – section suisse
Indo-Global Social Service Society
Infrastructure mondiale de données géospatiales
InnerCity Mission of Christ Embassy
Institut d'études sur le développement
Institut de Drets Humans de Catalunya
Institute for Economics and Peace
Institute for Justice and Reconciliation
Institute for Multicultural Counseling and Education Services
International Food and Beverage Alliance
International House
International Mediation Institute
International MotherBaby Childbirth Organization
International Voice of Justice
Internationale Vrije Vrouwen Stichting
Islamic Research and Information Artistic and Cultural Institute
Jamaicans for Justice
James Madison University
Jssor Youth Organization

Kasheer Foundation
Korea Center for United Nations Human Rights Policy
La Palabre-Het Palabre
Law Enforcement Against Prohibition Educational Fund
Le Parlement du Climat
Mindanao Land Acquisition, Housing and Development Foundation
Mouvement international des faucons – Internationale éducative socialiste
Muslim Hands
National YWCA of Korea
Natural Justice
Ningim Hope Alive Foundation
Nomadéis
Non-Governmental Organization Federation of Nepal
Observatoire international pour la non violence – communes des nations pour la paix
Operation ASHA
Optimistes sans frontières
Pakistan Fisherfolk Forum
Pakistan Youth Organization
Partenaires pour la santé
Peace and Hope International
Phelps Stokes
Plus Development Foundation
Promo-LEX
Rassemblement des frères unis pour le développement socio-culturel
Reach Out
Rehabilitators
Safe Society
Scottish Refugee Council
Sheikh Eid Bin Mohammad Al Thani Charitable Association
Society for Human Rights and Prisoners Aid
Solar Electric Light Fund
Solutions for Health and Development
Stichting Global Forest Coalition

Structural Analysis of Cultural Systems
 Students' Relief Society
 Swadhikar
 The Law Society
 Union Women's Center
 United Nations of Youth Network, Nigeria
 Vues et voix
 Women's Welfare Trust
 World Association for al-Azhar Graduates
 Yemen Family Care Association
 Young Women's Christian Association of Australia
 Youth of European Nationalities
 Zaka Rescue and Recovery
 Zanjireh Omid International Charity Institute
 Zoological Society of London

Demandes de reclassement

30. À ses 23^e et 28^e séances, tenues les 23 et 28 mai 2013 respectivement, le Comité a examiné trois demandes de reclassement au statut consultatif, dont deux nouvelles demandes de reclassement figurant dans le document E/C.2/2013/R.3/Add.1 et dans le document de séance E/C.2/2013/CRP.8. Il a décidé de recommander le reclassement du statut d'une organisation inscrite sur la liste du statut consultatif spécial au statut consultatif général [voir chap. I, projet de décision, I, par. b)] :

Société mondiale pour la protection des animaux

31. À sa 28^e séance, tenue le 28 mai 2013, le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes de reclassement des organisations suivantes :

Fonds international pour la presse eurasiatique

World Council for Curriculum and Instruction

Demandes de changement de nom

32. À sa 29^e séance, tenue le 29 mai 2013, le Comité a examiné une demande de changement de nom émanant d'une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif et qui figure dans le document de séance E/C.2/2013/CRP.9. Il a pris acte du changement de nom suivant [voir chap. I, projet de décision I, par. c)] :

Comité national UNIFEM (Japon) (statut consultatif spécial, 2007) en Comité japonais pour ONU-Femmes

33. À la même séance, le Comité a examiné la demande de changement de nom émanant de l'organisation non gouvernementale Mouvement international des

femmes pour la paix Suzanne Mubarak, dont l'examen avait été reporté et qui figure dans le document de séance E/C.2/2013/CRP.10. Il a décidé de reporter à nouveau l'examen de cette demande à sa session ordinaire de 2014.

III. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

A. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté

34. À sa 29^e séance, tenue le 29 mai 2013, le Comité était saisi d'un document de séance contenant une liste de 22 rapports quadriennaux présentés par 17 organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général ou spécial et portant sur leurs activités pour la période 1999-2010, dont l'examen avait été reporté lors de sessions précédentes du Comité (voir E/C.2/2013/CRP.15). Le Comité n'a pris acte d'aucun rapport quadriennal et a décidé de reporter à nouveau leur examen. La liste de ces organisations est la suivante :

- Alliance universelle syriaque (2007-2010)
- Amnesty International (2008-2011)
- Asociatia Pro Democratia (2007-2010)
- Assemblée arménienne d'Amérique (2007-2010)
- Conseil national des femmes thaïlandaises (2000-2003)
- Fédération internationale des journalistes (2005-2008)
- Fédération internationale des PEN clubs (2006-2009)
- France libertés: Fondation Danielle Mitterrand (2007-2010)
- Freedom House (2007-2010)
- Human Rights First (2007-2010)
- Institut international de la presse (2005-2008, 2001-2004)
- Internationale démocrate centriste (2006-2009, 2002-2005, 1998-2001)
- Mouvement international des femmes pour la paix Suzanne Mubarak (2007-2010)
- Reporters sans frontières international (2005-2008)
- Society for Threatened Peoples (2005-2008, 2001-2004)
- Ukrainian World Congress (2007-2010, 2003-2006)
- Union internationale de la jeunesse socialiste (2005-2008)

B. Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

35. À sa 29^e séance, tenue le 29 mai 2013, le Comité a examiné le point 4 b) de son ordre du jour, intitulé « Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil ». Il était saisi des notes du Secrétaire général contenant 113 nouveaux rapports quadriennaux (E/C.2/2013/2/Add.21 à 26 et E/C.2/2013/CRP.11). Le Comité a pris acte des rapports quadriennaux de 112 de ces organisations [voir chap. I, projet de décision I, par. d)]. Le Comité a décidé de reporter l'examen du rapport de l'organisation non gouvernementale suivante :

EarthRights International

C. Suspension du statut consultatif d'organisations en retard d'un rapport quadriennal ou plus

36. À sa 29^e séance, tenue le 29 mai 2013, le Comité a examiné le point 6 c) de l'ordre du jour intitulé « Questions connexes diverses ». Le Secrétariat l'a informé que, conformément à la résolution 2008/4 du Conseil, il avait envoyé plusieurs avis aux organisations non gouvernementales qui n'avaient pas respecté l'obligation de présenter un rapport quadriennal en 2012. Le Secrétariat a indiqué qu'il avait également demandé l'aide des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies des pays dans lesquels ces organisations non gouvernementales avaient leur siège.

37. Conformément aux directives énoncées dans la résolution 2008/4 du Conseil, le Comité a donc adopté un projet de décision recommandant au Conseil de suspendre pour un an le statut consultatif de 154 organisations non gouvernementales qui n'avaient pas présenté de rapports quadriennaux (voir chap. I, projet de décision II). Le Comité a demandé au Secrétariat d'aviser ces organisations de la suspension de leur statut consultatif et d'en informer les missions permanentes des pays dans lesquels ces organisations avaient leur siège.

D. Rétablissement du statut consultatif d'organisations non gouvernementales dont le statut avait été suspendu suite à la non-présentation des rapports quadriennaux

38. À sa 29^e séance, tenue le 29 mai 2013, conformément à la résolution 2008/4 et à la décision 2011/230 du Conseil, le Comité a décidé de recommander le rétablissement du statut consultatif de 43 organisations non gouvernementales à la suite de la réception de leurs rapports quadriennaux attendus avant la fin de la période de suspension (voir chap. I, projet de décision III).

E. Retrait du statut consultatif des organisations non gouvernementales n'ayant toujours pas présenté leurs rapports quadriennaux

39. À sa 29^e séance, tenue le 29 mai 2013, le Secrétariat a informé le Comité que, conformément à la résolution 2008/4 du Conseil, il avait adressé plusieurs avis aux organisations non gouvernementales qui figuraient déjà sur la liste des organisations dont le statut consultatif était suspendu pour un an faute d'avoir présenté leurs rapports quadriennaux et qu'il n'avait pas reçu de réponse de 159 de ces organisations. Le Secrétariat a informé le Comité qu'il avait également demandé l'aide des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies des pays dans lesquels ces organisations avaient leur siège.

40. Par conséquent, le Comité a décidé de recommander au Conseil de retirer le statut consultatif des 159 organisations non gouvernementales n'ayant toujours pas présenté leurs rapports quadriennaux, conformément aux directives énoncées dans la résolution 2008/4 du Conseil et rappelant la décision 2012/222 (voir chap. I, projet de décision IV). Le Comité a également demandé au Secrétariat d'aviser les organisations concernées du retrait de leur statut consultatif et d'en informer les missions permanentes des pays dans lesquels ces organisations avaient leur siège.

IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat

41. À sa 17^e séance, tenue le 20 mai 2013, le Comité a examiné conjointement le point 5 de son ordre du jour, intitulé « Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat », le point 6, intitulé « Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil », et le point 8, intitulé « Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG ». Il a également entendu des rapports oraux présentés par le Secrétariat.

42. Le Service des organisations non gouvernementales a insisté sur la nécessité d'augmenter les ressources humaines et financières consacrées au système sans papier, afin en particulier de l'utiliser au mieux pour faire face à la charge de travail accrue du Comité. Le Service a également signalé qu'afin de lui permettre d'appliquer la résolution 1996/31 dans son intégralité, le Comité devrait étudier des moyens d'appuyer les efforts du Service.

**V. Examen des méthodes de travail du Comité :
application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, notamment en ce qui
concerne le processus d'accréditation
des représentants des organisations
non gouvernementales, et de la décision
1995/304 du Conseil**

**Recommandations relatives à l'amélioration des méthodes
de travail du Comité**

43. Les délégations ont demandé un délai supplémentaire pour réfléchir aux éléments susceptibles de contribuer à améliorer les méthodes de travail du Comité. Des consultations informelles se tiendraient à cette fin ultérieurement.

**Déclarations d'organisations non gouvernementales
à la session de fond de 2012 du Conseil**

44. À sa 29^e séance, tenue le 29 mai 2013, le Comité a pris acte des demandes présentées par 76 organisations non gouvernementales, dotées du statut consultatif et devant être entendues par le Conseil lors de sa session de fond de 2013, dont la liste figure dans le document de séance E/2013/C.2/2013/CRP.16 et est reproduite ci-dessous :

Abiodun Adebayo Welfare Foundation (statut consultatif spécial, 2012)

Action aides aux familles démunies (statut consultatif spécial, 2002)

Action Canada pour la population et le développement (statut consultatif spécial, 2004)

Action sensibilisation sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication (statut consultatif spécial, 2011)

African Citizens Development Foundation (statut consultatif spécial, 2009)

Assemblea delle Donne per lo Sviluppo e la Lotta Contro l'Esclusione Sociale (statut consultatif spécial, 2008)

Association des états généraux des étudiants de l'Europe (statut consultatif spécial, 1998)

Association des jeunes pour l'agriculture du Mali (statut consultatif spécial, 2012)

Association internationale d'ontopsychologie (statut consultatif spécial, 1999)

Association internationale IUS PRIMI VIRI (statut consultatif spécial, 2004)

Association mauritanienne pour la promotion du droit (statut consultatif spécial, 2011)

Association Points-Cœur (statut consultatif spécial, 2005)

Biovision Stiftung für ökologische Entwicklung (statut consultatif général, 2012)

Cancer Aid Society (statut consultatif spécial, 2012)

Center for Africa Development and Progress (statut consultatif spécial, 2012)

Center for Practice-Oriented Feminist Science (statut consultatif spécial, 2001)

Centro di Ricerca e Documentazione Febbraio 74 (statut consultatif général, 1998)

Child Helpline International (statut consultatif spécial, 2011)

China Energy Fund Committee (statut consultatif spécial, 2011)

Cités et Gouvernements Locaux Unis (statut consultatif général, 1947)

Collectif sénégalais des Africaines pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement (statut consultatif spécial, 1998)

Comité national d'action pour les droits de l'enfant et de la femme (statut consultatif spécial, 1998)

Confédération européenne des cadres (statut consultatif spécial, 2012)

Confédération internationale de la bijouterie, joaillerie et orfèvrerie (statut consultatif spécial, 2006)

Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies (statut consultatif général, 2002)

Conseil international des unions scientifiques (statut consultatif spécial, 1971)

Conseil universitaire pour le système des Nations Unies (statut consultatif général, 1996)

Convention of Independent Financial Advisors (statut consultatif spécial, 2007)

Environmental Management for Livelihood Improvement – Bwaise Facility (statut consultatif spécial, 2011)

EUROSOLAR Turkey (statut consultatif spécial, 2006)

Federación Internacional de Asociaciones de Ayuda Social, Ecológica y Cultural (statut consultatif spécial, 2007)

Fédération internationale des femmes diplômées des universités (statut consultatif spécial, 1947)

Fédération internationale pour l'économie familiale (statut consultatif spécial, 1981)

Fondation internationale de la famille (statut consultatif général, 1999)

Fonds de soutien aux initiatives sociales (statut consultatif spécial, 2011)

Fundación Eudes (statut consultatif spécial, 2010)

Fundación Global Democracia y Desarrollo (statut consultatif spécial, 2004)

Gazeteciler ve Yazarlar Vakfi (statut consultatif général, 2012)

Hydroaid (statut consultatif spécial, 2011)

Imam Ali's Popular Students Relief Society (statut consultatif spécial, 2010)

Innovation: Africa (statut consultatif spécial, 2012)

Institut du Développement Social International (statut consultatif spécial, 2000)

International Committee for Arab-Israeli Reconciliation (statut consultatif spécial, 2006)

International Human Rights and Anti-Corruption Society (statut consultatif spécial, 2012)

Internet Society (statut consultatif spécial, 2010)

Interregional Union of Life Help for Mentally Handicapped Persons « Sail of Hope » (statut consultatif spécial, 2002)

KARP (statut consultatif spécial, 2012)

Legião da Boa Vontade (statut consultatif général, 1999)

Major Alliance Education Centre (statut consultatif spécial, 2012)

Manavata (statut consultatif spécial, 2012)

National Council of Child Rights Advocates of Nigeria (south-west zone) (statut consultatif spécial, 2011)

New Future Foundation (statut consultatif spécial, 2008)

Objectif sciences international (statut consultatif spécial, 2011)

Observatoire pour la communication culturelle et audiovisuelle dans la Méditerranée et le monde (statut consultatif spécial, 2005)

Observatorio Mexicano de la Crisis (statut consultatif spécial, 2012)

ONG Hope International (statut consultatif général, 2011)

Organisation internationale des énergies durables (statut consultatif spécial, 2010)

Organisation mondiale des associations pour l'éducation prénatale (statut consultatif spécial, 2005)

Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale (statut consultatif spécial, 2008)

Pos Keadilan Peduli Ummat (statut consultatif spécial, 2008)

Save the Children (statut consultatif général, 1993)

Shanta Memorial Rehabilitation Centre (statut consultatif spécial, 2011)

Société d'aide aux enfants souffrant du cancer (statut consultatif spécial, 2001)

Société mondiale pour la protection des animaux (statut consultatif spécial, 1971)

Society for Human Advancement and Disadvantaged Empowerment (statut consultatif spécial, 2011)

Society for Upliftment of Masses (statut consultatif spécial, 1999)

St. Petersburg Institute of Bioregulation and Gerontology of the North-Western Branch of the Russian Academy of Medical Sciences (statut consultatif spécial, 2010)

Umid Support to Social Development Public Union (statut consultatif spécial, 2011)

Unión de Asociaciones Familiares (statut consultatif spécial, 2005)

Union générale des femmes soudanaises (statut consultatif spécial, 2007)

Unnayan Onneshan (statut consultatif spécial, 2012)

Virtue Foundation (statut consultatif spécial, 2005)

Women's Health and Education Organization (statut consultatif spécial, 2008)

WOOMB International (statut consultatif spécial, 2012)

Yakutia – Our Opinion (statut consultatif spécial, 2012)

Yemeni Women Union (statut consultatif spécial, 2005)

VI. Examen des rapports spéciaux et des plaintes des États Membres

45. Il n'y a pas eu de rapports spéciaux proposés à l'examen du Comité à la session.

VII. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2014 du Comité

46. À sa 29^e séance, tenue le 29 mai 2013, le Comité a examiné le point 9 de son ordre du jour, intitulé « Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2014 du Comité », et était saisi du projet d'ordre du jour provisoire de sa session de 2014 (E/C.2/2013/L.1).

47. À la même séance, le Comité a décidé de recommander au Conseil les dates ci-après pour ses sessions de 2014 : du 27 janvier au 5 février et le 14 février 2014 pour sa session ordinaire et du 19 au 28 mai et le 6 juin 2014 pour la reprise de sa session.

48. À sa 30^e séance, tenue le 30 mai 2013, le Comité a décidé de changer les dates de sa session ordinaire de 2014 et d'adopter les dates suivantes : du 21 au 30 janvier et le 7 février 2014.

VIII. Organisation de la session

A. Ouverture et durée de la session

49. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales a repris sa session de 2013 du 20 au 29 mai et le 7 juin 2013. Il a tenu 14 séances.

B. Participation

50. Les 19 membres du Comité ont participé à la session, ainsi que des observateurs d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies, des observateurs d'États non membres, des représentants d'organismes et organisations des Nations Unies et des observateurs d'organisations non gouvernementales. La liste des participants figure dans le document E/C.2/2013/INF/1.

51. À la reprise de sa session de 2013, le Comité a entendu 20 représentants des 43 organisations non gouvernementales présentes, qui ont eu l'occasion de répondre aux questions du Comité. Les précisions apportées par les représentants ont facilité les débats, les travaux et la prise de décisions du Comité.

C. Ordre du jour

52. L'ordre du jour (E/C.2/2013/1) de la session ordinaire de 2013 et de sa reprise est le suivant :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
 - a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures;
 - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement;
 - c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social :
 - a) Examen des rapports quadriennaux dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures;
 - b) Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil.

5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat.
6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
 - a) Processus d'accréditation des représentants d'organisations non gouvernementales;
 - b) Examen des questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail officieux;
 - c) Questions connexes diverses.
7. Examen des rapports spéciaux.
8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2014 du Comité.
10. Adoption du rapport du Comité.

D. Documentation

53. La liste des documents dont le Comité était saisi à la reprise de sa session de 2013 sera publiée dans le document E/C.2/2013/INF/2.

IX. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de la reprise de sa session de 2013

54. À sa 29^e séance, tenue le 29 mai 2013, le Comité a pris acte du projet de rapport et autorisé le Rapporteur à en établir la version définitive avec l'appui du Secrétariat et en consultation avec les membres du Comité, selon qu'il conviendrait, en vue de le présenter au Conseil économique et social pour que celui-ci y donne les suites qu'il jugerait utiles.

55. À sa 30^e séance, tenue le 7 juin 2013, le Comité a adopté le présent rapport.